

*Questions orales*LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL AU
SUJET DE LA CITOYENNETÉ

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, il me semble que le ministre renie l'engagement qu'il avait pris à la Chambre, puisqu'il avait affirmé que le gouvernement continuerait à s'occuper de la question pendant que la commission ferait son travail. Il nous dit maintenant qu'il a l'intention de laisser la commission se charger de tout. Partage-t-il l'avis du Solliciteur général qui a déclaré récemment qu'il serait trop compliqué d'essayer d'enlever la nationalité canadienne aux criminels de guerre se trouvant au Canada et qu'il ne fallait pas envisager cette possibilité, sans même attendre de savoir ce que la commission royale pense de cette solution?

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, de 1945 à 1957, puis de 1965 à 1985, périodes pendant lesquelles le parti du député a été au pouvoir sans interruption, à l'exception d'une remarquable période de huit mois qui a malheureusement été interrompue au mauvais moment et pour de mauvaises raisons, le gouvernement libéral n'a jamais invoqué la Loi sur l'immigration dans des cas semblables. Voilà maintenant que le député nous reproche de ne pas nous servir de cette loi pour le moment. Nous ne nous en servons pas actuellement parce que, comme il le sait, il est très difficile de trouver des preuves et parce que, sous le gouvernement libéral, les documents et les dossiers ont été détruits et qu'on ne peut savoir ce qu'ont déclaré les intéressés quand ils ont été acceptés comme immigrants dans les années 1950, 1960 et par la suite. Le gouvernement auquel appartenait le député a rendu inefficace le recours à cette loi. Le député devrait attendre la fin de l'année pour voir les recommandations de la commission royale. Maintenant qu'il est dans l'opposition, il agit comme si cette question l'intéressait au plus haut point.

* * *

LES ARMES SPATIALES

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS—
L'INVITATION À PARTICIPER À LA RECHERCHE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais poser une question sur la guerre des étoiles et sur l'Initiative de défense stratégique ainsi que sur l'évaluation qui se fait actuellement au Canada. Je voudrais l'adresser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, premier ministre suppléant et ministre de la Défense nationale suppléant. Le ministre peut-il expliquer pourquoi, malgré les répercussions scientifiques d'une participation canadienne à l'IDS et malgré le fait que la recherche dans ce domaine au Canada risque de détourner une bonne partie des crédits nécessaires à la recherche et au développement dans d'autres domaines et qu'elle aurait par conséquent des conséquences graves pour la recherche et le développement scientifiques canadiens, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie n'a pas participé aux discussions, n'a pas été consulté et ne prévoit pas participer activement au travail d'évaluation de la proposition que le gouvernement américain a faite au Canada? Pourquoi ce ministre a-t-il été exclu alors qu'il est le chef...

M. le Président: A l'ordre!

• (1140)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ignore si le député n'a pas fait attention ou s'il s'est mis soudain à s'intéresser à cette question. La situation se présente comme suit: un haut fonctionnaire canadien a été envoyé aux États-Unis pour demander des informations détaillées sur les répercussions, notamment sur les répercussions scientifiques, de la proposition de participer à l'Initiative de défense stratégique faite au Canada. Ce haut fonctionnaire fera un rapport au cabinet au sein duquel le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie joue un rôle très important et très actif. Le cabinet, dont ce ministre fait partie, prendra alors une décision.

L'ÉVALUATION DES RÉPERCUSSIONS SCIENTIFIQUES

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je signale au ministre qu'au début de la semaine, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a dit ceci devant le comité des prévisions budgétaires en général:

... je ne prévois pas non plus participer très activement à l'évaluation de la proposition que le gouvernement américain a faite au Canada.

Pourquoi n'a-t-on fait aucun effort ici, au Canada, pour évaluer les répercussions scientifiques de cette proposition? Pourquoi nous contentons-nous d'envoyer quelqu'un aux États-Unis pour suivre l'évaluation américaine des répercussions scientifiques du projet?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, le premier ministre et moi-même avons dit que nous avons chargé un haut fonctionnaire de demander certaines informations sur les répercussions de la proposition. Cette tâche a été confiée à M. Kroeger et à l'équipe qu'il a formée. Il n'est pas nécessaire que tous les ministres de la Couronne fassent le même travail.

* * *

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

L'ENQUÊTE SUR L'ADJUDICATION DE CONTRATS

M. David Daubney (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics en sa qualité de ministre chargé de la Commission de la capitale nationale. Le ministre peut-il confirmer des nouvelles publiées dans les journaux selon lesquelles le directeur général de la CCN est en congé tandis que la Gendarmerie royale poursuit une enquête au sujet d'infractions possibles relativement à l'adjudication de contrats par la Commission? Si tel est le cas, où en est rendue cette affaire?

[Français]

L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, tout ce que je peux dire pour le moment à ce sujet, c'est que, le 15 mai dernier, les enquêteurs de la GRC se sont présentés au siège social de la Capitale nationale. Le même jour, le directeur de la Capitale nationale a été suspendu. L'enquête suit son cours, et on comprendra très bien qu'il serait malvenu de ma part de faire quelques commentaires additionnels.